



ENERGIZING FINANCE
REPORT SERIES

DYNAMISER LE FINANCEMENT DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE : UN TOUR D'HORIZON

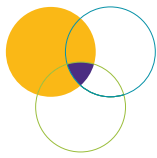
2018

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



CLIMATE
POLICY
INITIATIVE





RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'accès à l'énergie durable sous-tend de nombreux aspects d'une économie saine et viable à long terme. Il s'agit de la capacité d'un enfant à allumer la lumière pour étudier pendant la nuit et se connecter à l'Internet, de la possibilité pour une famille de cuisiner à l'intérieur sans inhaler des fumées et de la capacité d'une entreprise à fonctionner et à se développer en créant des emplois et autres opportunités.

Dans cette optique, les gouvernements du monde entier ont défini des cibles mondiales pour l'accès à l'énergie formant ainsi l'Objectif de développement durable 7. Cet objectif vise à « garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable » d'ici à 2030. Aujourd'hui, alors que nous disposons d'un délai de douze ans pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), près d'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité et environ trois milliards de personnes n'ont pas accès à des modes de cuisson propres (« Tracking SDG7: The Energy Progress Report 2018 »).

Il existe des technologies et des modèles économiques éprouvés qui permettent d'élargir l'accès à une énergie propre, abordable et fiable pour contribuer à la réalisation des ODD et au renforcement du développement durable. Cependant, le financement de ces projets et entreprises continue de poser des difficultés.

La série de rapports de Sustainable Energy for All consacrée au **financement de l'accès à l'énergie** est la toute première tentative d'ampleur visant à compiler plusieurs années de données sur les investissements dans les deux principaux domaines en matière d'ac-

LES INVESTISSEMENTS DANS L'ÉLECTRICITÉ ET LES MODES DE CUISSON PROPRES RESTENT LARGEMENT INSUFFISANTS POUR PARVENIR À COMBLER LES ÉCARTS EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉNERGIE. DANS CERTAINS PAYS, LES INVESTISSEMENTS ONT DIMINUÉ DE 50% PAR RAPPORT À LA PÉRIODE DOCUMENTÉE PRÉCÉDEMMENT. IL FAUT DONC REDOUBLER D'EFFORTS, NOTAMMENT DANS LES PAYS OÙ LES INVESTISSEMENTS ONT AUGMENTÉ, AU MIEUX, DE MANIÈRE INCRÉMENTALE, ET PARTICULIÈREMENT DANS CERTAINS PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE. LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE PEUT TOUTEFOIS APPRÉCIER QUELQUES SIGNES POSITIFS : DES PROGRÈS ONT ÉTÉ ACCOMPLIS AFIN D'ÉTENDRE ET CIBLER DAVANTAGE LES FINANCEMENTS DESTINÉS À L'ACCÈS À L'ÉNERGIE DANS LES RÉGIONS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN ET TIRER AINSI DES ENSEIGNEMENTS DE LEURS SUCCÈS NOTABLES.



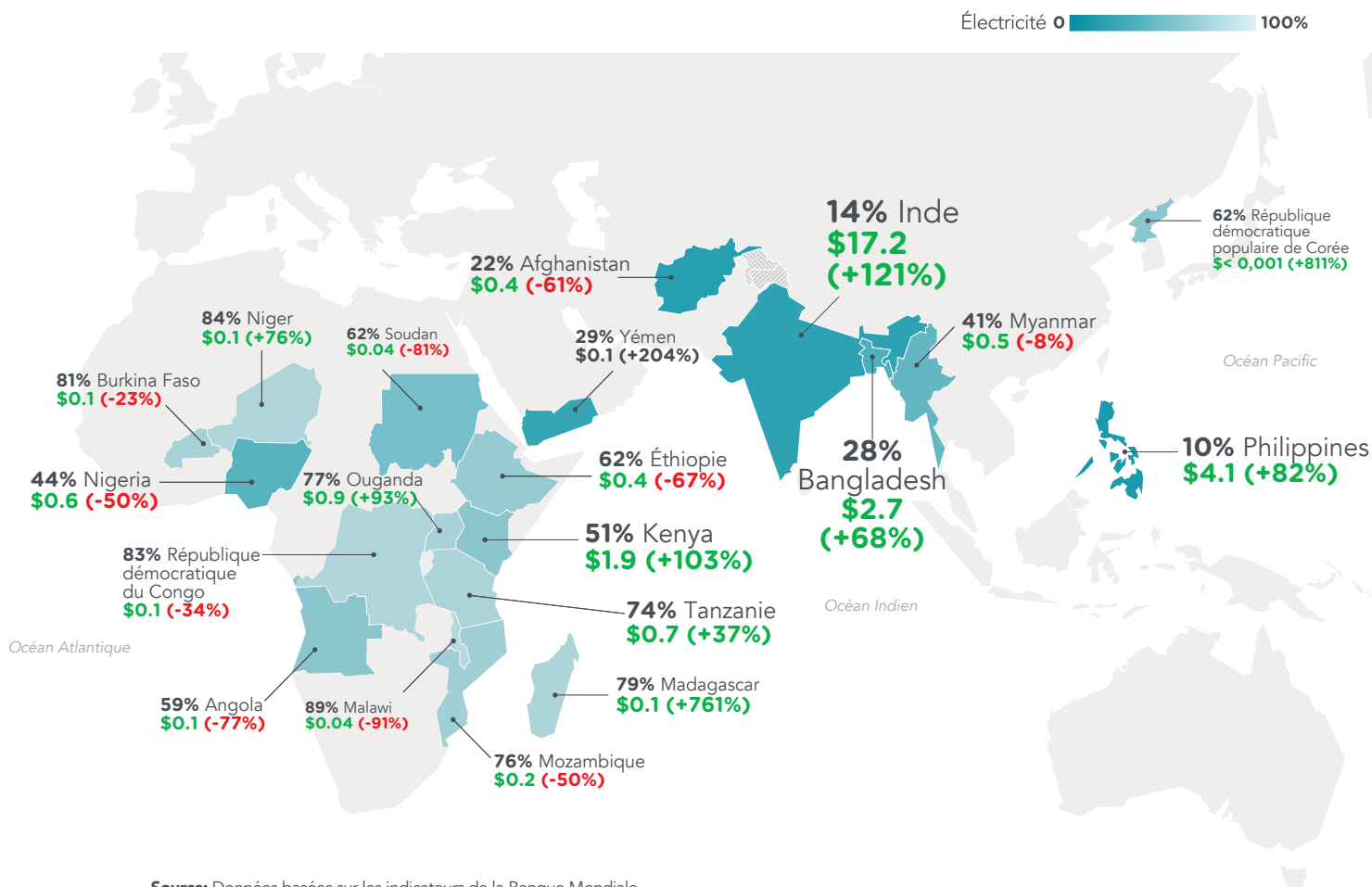
cès à l'énergie, à savoir l'électrification et les modes de cuisson propres. Cette étude se focalise sur les engagements de financements publics et privés et dans 20 pays en développement – identifiés comme étant « à fort potentiel » – et qui, ensemble, comptent près de 80 % des populations vivant sans accès à de l'énergie durable. S'appuyant sur le premier **rapport de 2017** qui passait en revue les flux de financements au cours de la période 2013-2014 (sous forme de

moyenne annuelle), ce dernier rapport met à jour les conclusions sur les engagements de financements en faveur de l'accès à l'énergie qui ont été pris au cours de la période 2015-2016. Cela signifie que, pour la première fois, les responsables politiques et les financiers peuvent commencer à suivre les progrès réalisés – ou le manque de progrès – dans l'expansion des financements pour l'accès à l'énergie depuis la mise en action des Objectifs de développement durable.

MAP ES 1

Les 20 pays à fort potentiel en termes d'accès à l'électricité

Pourcentage de la population sans accès à l'électricité, flux financiers recensés pour la période 2015-16 (en milliards de dollars US) et variations par rapport à 2013-14



RÉSULTATS AUTOUR DE L'ACCÈS A L'ÉLECTRICITÉ

MALGRÉ LA HAUSSE MARQUÉE ET ENCOURAGEANTE DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ OBSERVÉE CES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES DANS LES 20 PAYS À FORT POTENTIEL, LES ÉCARTS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS L'ÉLECTRIFICATION DEMEURENT IMPORTANTS DANS LES RÉGIONS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN ET CE, ET CE DE PLUS EN PLUS URGEMENT.

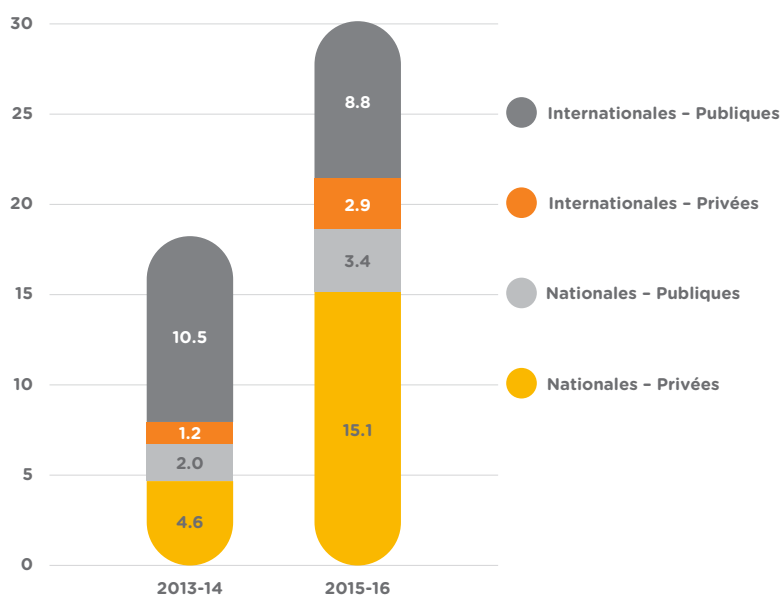
Les engagements financiers en faveur de l'électrification dans les 20 pays à fort potentiel, ont augmenté de 56% entre les périodes 2013-2014 et 2015-2016, passant de 19,4 à 30,2 milliards de dollars US (voir la Figure 2.1 pour une illustration des fournisseurs, des instruments, des géographies, des bénéficiaires, des utilisations, des secteurs et de l'accès).

Les financements internationaux en faveur de l'accès à l'énergie sont restés stables entre 2013-2014 et 2015-2016, avec des engagements moyens de 11,7 milliards de dollars US par année. Bien que les financements publics internationaux aient diminué à 8,8 milliards de dollars US au cours de la période 2015-2016, par rapport à 10,5 milliards de dollars US en 2013-2014, les financements privés internationaux ont plus que doublé par rapport au montant de la période 2013-2014, pour atteindre 2,9 milliards de dollars US en 2015-2016.

Cependant, les financements nationaux privés, principalement en Inde, ont triplé par rapport à la période 2013-2014, et représentent environ la moitié des flux de financements identifiés comme étant destinés à l'accès à l'électricité. Cette consta-

Figure ES 2

Sources de financement pour l'électricité dans l'ensemble des 20 pays les plus touchés (en milliards de dollars US)



LES RESPONSABLES POLITIQUES ET FINANCIERS DEVRAIENT S'ASSURER DE L'AFFECTATION DES INVESTISSEMENTS VERS LES TECHNOLOGIES ET CONSOMMATEURS CIBLÉS AFIN DE PERMETTRE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ACCÈS UNIVERSEL À UNE ÉNERGIE PROPRE.

tation confirme l'analyse effectuée sur l'Inde (voir l'encadré ES 1).

Malgré la hausse globale des financements destinés à l'électricité, le montant total engagé reste largement inférieur aux 52 milliards de dollars US estimés

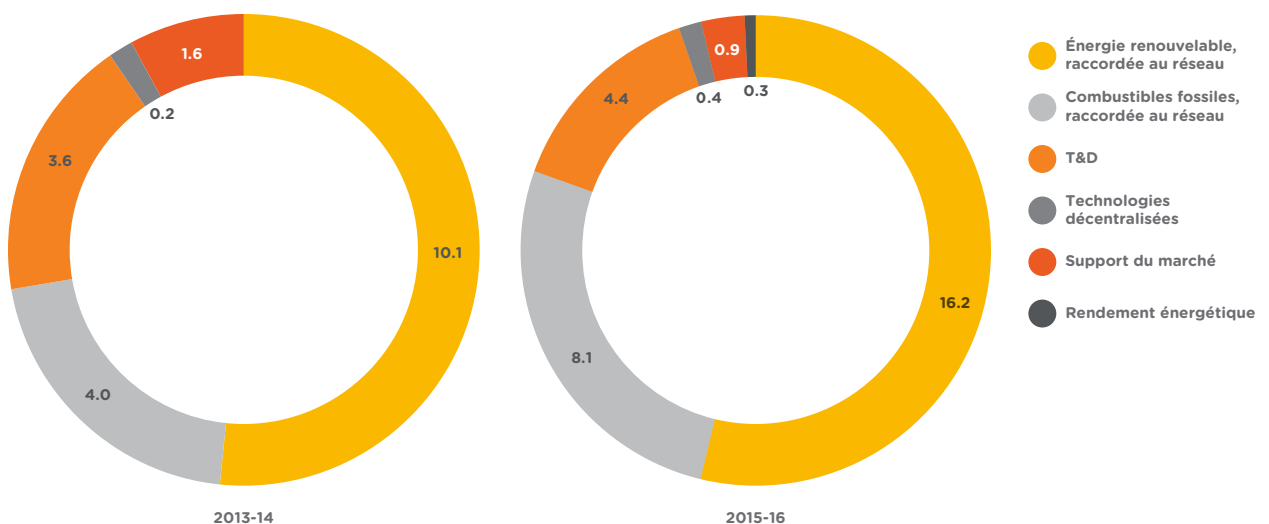
nécessaires chaque année afin de permettre l'accès universel à l'électricité d'ici à 2030 (Agence Internationale de l'Énergie, 2017). Le rythme actuel de 30,2 milliards de dollars US par an ne permet d'atteindre qu'un peu plus de la moitié de cet objectif. Chaque année, nous cumulons un peu plus de retard.

Les investissements actuels **ciblent principalement les clients non résidentiels** (par exemple, les secteurs industriel, commercial et public) au détriment des clients résidentiels. Un peu plus d'un quart des financements destinés à l'électricité dans les pays à fort potentiel – approximativement 28%, soit 8,6 milliards de dollars US – sont consacrés à l'accroissement de l'accès ou à un accès de meilleure qualité à l'électricité en faveur des consommateurs résidentiels. En revanche, la plus grande part de ces financements – 72% – est consacrée à l'extension de la fourniture d'électricité aux consommateurs non résidentiels et à la stimulation de l'activité économique.

En ce qui concerne les technologies, plus de la moitié des financements pour l'accès à l'électricité qui ont été engagés au cours de la période 2015-

Figure ES 3

Part des financements pour l'électricité par type de technologie (en milliards de dollars US)



Remarque : Les investissements dans l'énergie nucléaire raccordée au réseau sont exclus, car aucun n'a été relevé au cours de la période 2015-2016.

2016 (16,2 milliards de dollars US, soit 54%) a été affectée aux technologies renouvelables raccordées au réseau. Les financements destinés aux systèmes solaires photovoltaïques ont, quant à eux, presque quintuplé. Cette bonne nouvelle s'accompagne d'une autre nouvelle qui devrait, elle, inquiéter communauté internationale : Sur la période 2015-2016, 8 milliards de dollars US d'investissements ont été consacrés aux centrales électriques alimentées aux combustibles fossiles et raccordées au réseau, soit 27% des financements pour l'accès à l'électricité au cours de cette période, ou encore le double des niveaux de 2013-2014.

En particulier, les centrales au charbon ont reçu des investissements deux fois et demie supérieurs dans les pays à fort potentiel, ou 17 centrales au charbon ayant été financée entre 2015 et 2016, passant de 2,8 milliards de dollars US en 2013-2014 à 6,8 milliards de dollars US en 2015-2016. Les Philippines, l'Inde et le Bangladesh sont les trois principaux pays à recevoir des engagements de financements pour le charbon, et le Kenya arrive en quatrième position en raison d'un engagement concernant un investissement de grande envergure (1 milliard de dollars US). Les projets basés sur les énergies fossiles contribuent généralement à alimenter les réseaux électriques. Mais ils ne contribuent que peu à l'électrification des zones éloignées des réseaux de distribution ; ces actifs carbonés sont par ailleurs mis en exploitation pour une période de 30 ans ou plus. Les avantages que de tels projets pourraient apporter en matière d'accès à l'énergie s'accompagnent d'effets négatifs sur la santé humaine ; ces centrales contribuent également au changement climatique à l'échelle mondiale. Ces projets posent également un risque en termes « d'immobilisation d'actifs » pour le système financier mondial en raison de la surveillance environnementale renforcée et des risques climatiques à long terme.

Les investissements dans des solutions hors réseau nécessitent également un examen approfondi : **un nombre croissant de responsables politiques et d'experts estiment que les solutions hors réseau**

font partie des moyens les plus rentables et les plus rapides de fournir un accès à l'énergie, notamment dans les environnements ruraux. Il est donc encourageant de voir que les engagements de financements pour des solutions hors réseau, y compris des technologies de mini-réseau, ont presque doublé entre 2013-2014 et 2015-2016, passant de 210 millions de dollars US à 380 millions de dollars US par an en moyenne. Bien qu'ils illustrent une tendance positive, ces investissements continuent de ne représenter qu'une faible portion (1,3%) du total des financements recensés.

Ce faible niveau de financements pour les solutions hors réseau se reflète dans les conclusions du rapport sur les financements destinés à renforcer la qualité et la disponibilité de l'accès à l'électricité (Multi-Tier Framework ou MTF). La majeure partie des engagements de financements visant à fournir aux consommateurs résidentiels un accès à l'électricité (96%, soit une moyenne annuelle de 8,2 milliards de dollars US) a permis d'assurer un niveau moyen ou supérieur d'accès à l'électricité (niveaux 3, 4 et 5) au cours de la période 2015-2016 – c'est-à-dire des projets fournissant suffisamment d'électricité pour au moins assurer l'alimentation d'appareils de puissance moyenne et garantissant un minimum de huit heures d'alimentation électrique par jour. Très peu de financements ont été affectés aux niveaux 1 et 2, les niveaux d'accès correspondant aux plus bas niveaux de consommation d'électricité.

UN DÉSÉQUILIBRE GÉOGRAPHIQUE PERSISTE DANS LA RÉPARTITION DES FLUX DE FINANCEMENTS POUR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE, L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ACCUSANT UN RETARD DE PLUS EN PLUS IMPORTANT.

Ces raccordements, souvent basés sur des solutions hors réseau ou décentralisées, peuvent représenter un grand pas en avant vers l'amélioration de la qualité de vie ; ils permettent l'instauration d'un accès à l'électricité relativement rapide et rentable dans les communautés rurales.

L'analyse précédente portant sur la période 2013-2014 avait montré qu'environ 60% du total des flux de financements au cours de cette période avaient été affectés à trois pays d'Asie: le Bangladesh, l'Inde et les Philippines. Au cours de la période 2015-2016, le Kenya a rejoint ce petit groupe, sous l'effet de l'investissement dans une grande centrale au charbon. Les quatre pays réunissent collectivement une moyenne de 26 milliards de dollars US d'investissements par an, soit 86% du total des engagements de financements annuels pour l'accès à l'électricité.

En revanche, chacun des 16 autres pays à fort potentiel – pour la plupart situés en Afrique subsaharienne – a fait l'objet de moins d'un milliard de dollars US d'engagements annuels. Dans ces pays, 460 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. Sept de ces pays (l'Afghanistan, l'Angola, l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, le Nigeria et le Soudan) ont enregistré une baisse de plus de 50% de leurs financements pour l'accès à l'électricité.

Ces tendances confirment que le retard de l'Afrique subsaharienne, dont la part d'engagements est déjà faible, est encore plus important. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que 95% des investissements supplémentaires dans l'électricité qui sont requis pour instaurer une électrification universelle – soit environ 50 milliards de dollars par an – devront être réalisés en Afrique subsaharienne. Toutefois, seulement 17% (5 milliards de dollars US) du total des financements de l'électricité ont été affectés à l'Afrique subsaharienne au cours de la période 2015-2016. Cela représente une baisse d'un milliard de dollars US par rapport à la période de rapport précédente (2013-2014).

En outre, même les financements qui atteignent l'Afrique subsaharienne semblent privilégier des formes d'énergie plus polluantes. La majorité des engagements de financements en Afrique subsaharienne a soutenu des centrales alimentées aux combustibles fossiles (1,6 milliard de dollars US par an en moyenne), principalement au charbon (90%), au Kenya, au Nigeria et en Tanzanie. Dans le même temps, les financements destinés aux énergies renouvelables à grande échelle raccordées au réseau ont baissé de 2 milliards de dollars US en Afrique subsaharienne entre 2013-2014 et 2015-2016.

ENCADRÉS 1

Analyse d'étude de cas : l'Inde

GROS PLAN SUR L'INDE : UN PAYS DONT LES PROGRÈS NOTABLES EN TERMES D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ SONT FONDÉS SUR UNE HAUSSE DES FINANCEMENTS PRIVÉS, DES OBJECTIFS AMBITIEUX EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET UN SOUTIEN PUBLIC

L'Inde offre une étude de cas intéressante relativement aux financements de l'accès à l'électricité. L'analyse de l'étude de cas sur l'Inde montre une hausse remarquable des investissements nationaux privés réalisés par des entreprises et des développeurs de projets, de 1,6 milliard de dollars US par an en 2013-2014 à 10 milliards de dollars US par an en 2015-2016, confirmant les conclusions de l'analyse globale du rapport. Sur ce montant, environ 87% des investissements réalisés au cours de la période 2015-2016 ont été affectés à des projets solaires et éoliens raccordés au réseau. En parallèle, on a observé des engagements

pour huit centrales au charbon en 2015-2016, dont un seul a été porté par une société du secteur privé. Toutefois, l'Inde a déclaré qu'elle n'augmenterait pas les capacités de production électrique basées sur le charbon au-delà de celles déjà en cours de construction pour répondre à la demande énergétique d'ici à 2022.

En avril 2018, le Ministère indien de l'Énergie a annoncé que 100% de ses villages, dans lesquels résident 85% de sa population, pouvaient désormais accéder à une forme d'électricité grâce à un programme national d'électrification des zones rurales.

Bien que 22 millions de ménages (environ 130 millions de personnes) n'aient toujours pas accès à l'électricité, la hausse marquée des financements de l'accès

à l'électricité, notamment pour les sources renouvelables, et l'augmentation subséquente de l'accès à l'énergie, sont clairement visibles. Pour combler le fossé restant en matière d'accès à l'électricité, l'Inde doit adopter des approches ciblées à plusieurs volets afin d'assurer une mise à profit efficace des sources d'électricité centralisées et des solutions hors réseau, ces dernières étant particulièrement cruciales.

L'Inde, principalement propulsée par sa cible politique ambitieuse visant 175 GW de génération d'énergie renouvelable d'ici à 2022 et la confiance croissante du secteur privé concernant les technologies renouvelables, notamment grâce à des flux de revenus plus prévisibles, se démarque en matière d'accès à l'énergie et constitue une source d'inspiration pour d'autres pays.

**UNE MEILLEURE
COMPRÉHENSION DE L'ORIGINE
DES FINANCEMENTS ET DE
LEUR ACHEMINEMENT
PERMETTRAIT À LA
COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE
DE MIEUX ORIENTER SES
EFFORTS ET D'OPTIMISER LES
FINANCEMENTS DE L'ACCÈS À
L'ÉLECTRICITÉ.**

Actuellement, un nombre limité de fournisseurs sont responsables de la majeure partie des financements de projets d'électricité. La Chine demeure le plus grand fournisseur de financements bilatéraux pour l'accès à l'électricité, représentant 23% du total des financements internationaux affectés aux pays à fort potentiel au cours de la période de rapport 2015-2016, soit une hausse de 2% par rap-

port à 2013-2014. Les investissements que réalise la Chine ne sont devancés que par le groupe d'institutions financières multilatérales qui, ensemble, fournissent un tiers du total des financements destinés à l'électrification. **La Chine est par ailleurs à l'origine de 20% des tous les investissements engagés en faveur de l'accès à l'électricité d'origine fossile, ce qui représente une hausse d'un milliard de dollars US par rapport à 2013-2014.**


Les cas de l'Inde et l'Indonésie suggèrent que les budgets publics nationaux ont joué un rôle clé dans le déblocage de financements, y compris du secteur privé, et conjointement à d'autres sources de financement internationales, à la fois publiques et privées. L'usage efficace de ces budgets, de façon à attirer d'autres sources de financements, ou éventuellement d'en réduire certains, sera essentiel afin de maintenir une stratégie durable sur le long terme.

Cependant, les éléments présentés dans ce rapport suggèrent que les sources de financements considérées par les experts comme les plus à même de mobiliser davantage de capitaux – à savoir, des sources concessionnelles de financements au dé-

veloppement – sont plutôt en train de diminuer à cette étape critique de la réalisation de l’ODD 7. Les financements concessionnels en faveur de l’électrification ont baissé de 7%, à 4,8 milliards de dollars US. Cette baisse s’est concentrée dans la région de l’Asie du Sud, qui a enregistré une réduction de 38% par rapport à 2013-2014. Les financements à des conditions favorables en Afrique subsaharienne ont quant à eux augmenté de 7%, à 1,8 milliard de dollars US en 2015-2016. La dette, qui se situait à environ 15 milliards de dollars par an au cours de la période 2015-2016, reste la principale source de financements pour l’accès à l’électricité – soit 53% du total des financements, contre 66% en 2013-2014.

RÉSULTATS SUR LES MODES DE CUISSON PROPRES

LES FINANCEMENTS DESTINÉS AUX MODES DE CUISSONS PROPRES DEMEURENT EXTRÊMEMENT BAS ET ENREGISTRENT MÊME UNE BAISSÉ.



Les financements pour les modes de cuisson propres ont baissé de 5% par rapport aux 32 millions de dollars US de 2013-2014, pour passer à 30 millions de dollars US en 2015-2016. Ces investissements ne représentent qu’une part très faible des 4,4 milliards de dollars d’investissements annuels nécessaires d’ici à 2030 pour surmonter un problème auquel trois milliards de personnes sont

confrontées, ce qui souligne l’urgence d’une action ciblée et accélérée. (Voir la Figure 2.16 pour une illustration des fournisseurs, des instruments, des géographies, des bénéficiaires, des utilisations, des secteurs et de l’accès).

La baisse de 5% est survenue malgré le relèvement du niveau de sensibilisation des populations à l’échelle mondiale à propos des bienfaits des technologies et des combustibles de cuisson propres pour la santé et le climat, qui pourrait avoir entraîné une hausse du nombre total de transactions de modes de cuisson propres, de 119 en 2013-2014 à 178 en 2015-2016. La majorité des engagements associés ont permis de financer des digesteurs à biogaz (55%), ainsi que des foyers de cuisson à biomasse améliorés (27%).

En 2015-2016, la vaste majorité des financements destinés à des modes de cuisson propres provenaient de sources internationales (92%), présentant des valeurs similaires à celles de 2013-2014 proportionnellement et quantitativement (94%). Le secteur public demeure la plus grande source de financement (69% du total des financements), et les financements privés ont augmenté de 19% en 2013-2014 à 31% en 2015-2016. Pratiquement tous les fonds publics ont été engagés sous forme de subventions, tandis que les investissements en capital étaient le principal instrument utilisé par les acteurs privés. Les pays d’Afrique subsaharienne ont reçu la plus grosse part des financements (72%, soit 22 millions de dollars US) qui ont fait l’objet d’un suivi en 2015-2016, ladite part allant principalement à l’Éthiopie et au Kenya. Plusieurs pays au faible accès à des solutions de cuisson propres, tels que la République démocratique du Congo, Madagascar et le Mozambique, n’ont reçu que très peu de financements, voire aucun.

Outre une action accélérée en faveur de la cuisson propre, il est également important de renforcer la transparence et d’améliorer les données sur les financements dans ce secteur. Malgré l’amélioration de la méthodologie sur la collecte de données de-

puis la première revue des financements de modes de cuisson propres (2013-2014), les flux nouvellement recensés continuent très certainement de sous-estimer le volume de financements globaux. La cuisson propre souffre d'une grave insuffisance de d'investissements mais fait aussi face des problèmes méthodologiques complexes, ce qui se

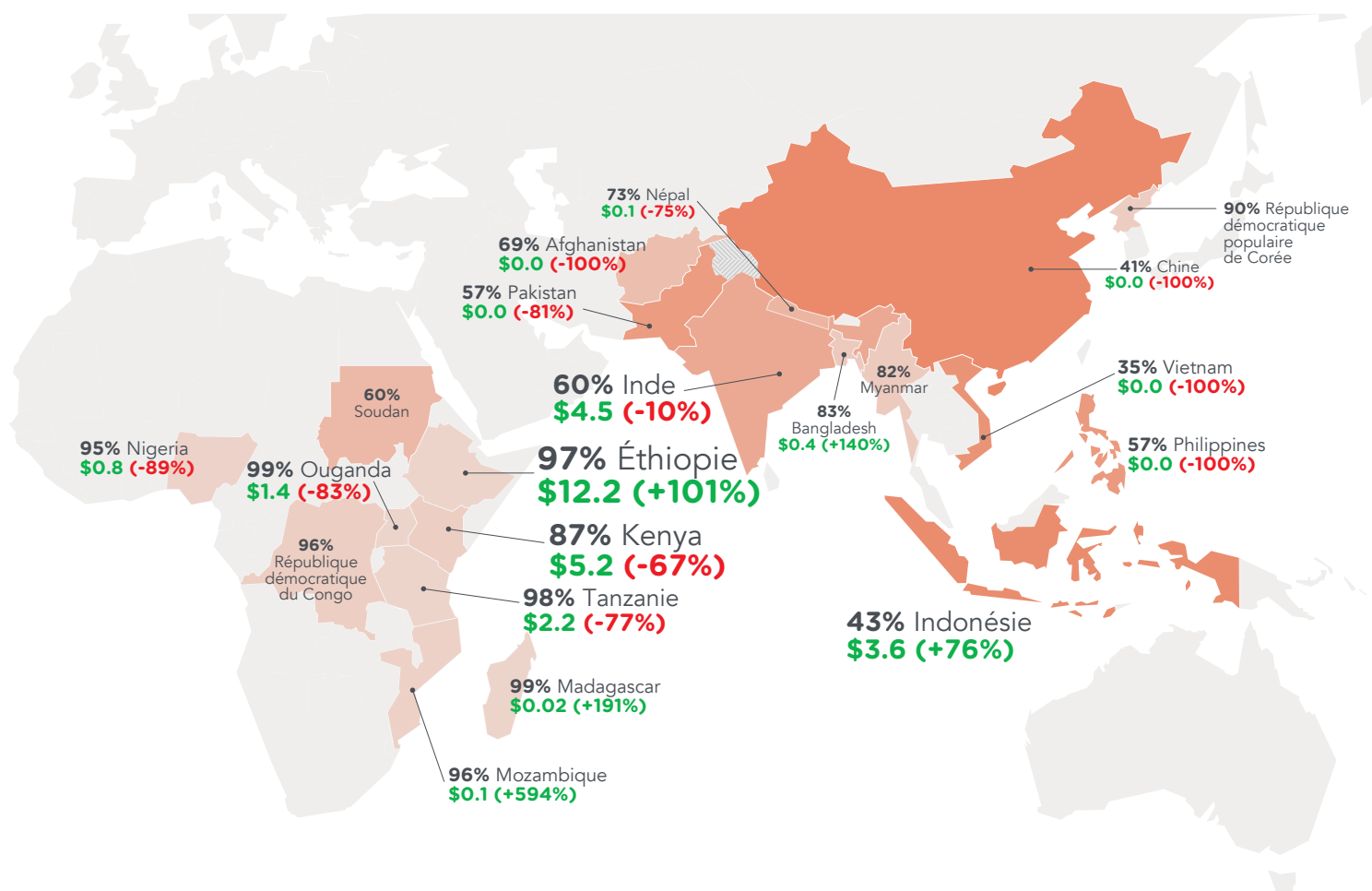
traduit par une sous-représentation dans deux domaines-clés : les subventions publiques nationales en faveur des combustibles liquides utilisés pour la cuisine, et la chaîne d'approvisionnement en GPL. La situation par pays fournit cependant une perspective différente, comme le montre l'étude de cas sur l'Indonésie.

MAP ES 2

Les 20 pays à fort potentiel en termes d'accès aux modes de cuisson propres

Pourcentage de la population sans accès aux modes de cuisson propres, flux financiers recensés pour la période 2015-16 (en millions de dollars US) et variations par rapport à 2013-14.

Combustibles et technologies de cuisson non polluants 0 100%



Source: Données basées sur les indicateurs de la Banque Mondiale.

ENCADRÉ ES 2

Analyse d'étude de cas : l'Indonésie

GROS PLAN SUR L'INDONÉSIE : COMMENT DES SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES PEUVENT ACCÉLÉRER L'ACCÈS À DES COMBUSTIBLES DE CUISSON PROPRES.

En Indonésie, les subventions du gouvernement ont été essentielles dans l'accélération de l'adoption de solutions de cuisson au GPL. Plusieurs millions de ménages disséminés dans les milliers d'îles du pays profitent de ces solutions en remplacement du kérosène, traditionnellement le principal combustible de cuisson. Le GPL offre en effet d'importants avantages en matière de santé et d'émissions de carbone. Dans le cadre d'un programme national de conversion des combustibles de cuisson qui a démarré en 2007 en vue d'éliminer progressivement

l'utilisation de kérosène et d'autres méthodes de cuisson traditionnelles, le gouvernement indonésien a dépensé en moyenne 1,8 milliard de dollars US par an en subventions afin de promouvoir l'utilisation du GPL au cours de la période 2015-2016. Le programme a permis de réduire la part de l'utilisation du kérosène de 36,6% en 2007 à 3,8% en 2016 et d'augmenter l'utilisation du GPL de 10,6% en 2007 à 72,4% en 2016.

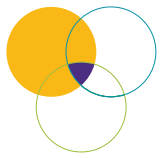
L'analyse des financements des moyens de cuisson non polluants en Indonésie montre l'importance majeure des budgets publics nationaux qui, dans certains pays, pourraient largement dépasser les dépenses des partenaires internationaux ou du secteur privé présentées dans cette analyse globale. En effet, entre 2013 et 2016, seulement 9,3 millions de dollars US ont été identifiés comme ayant été consacrés par les partenaires internationaux à des solutions de cuisson propres en Indonésie, principalement dédiés à des digesteurs à biogaz et autres foyers de cuisson à biomasse améliorés.

CONCLUSION

Globalement, les financements de l'accès à l'énergie durable sont encore loin de répondre aux besoins en matière d'accès universel à l'énergie. En effet, au fil des années, on observe que le fossé se creuse entre les investissements nécessaires et ceux qui sont effectivement engagés. Il est de plus en plus urgent d'agir en faveur de modes de cuisson propres et de sources d'électricité hors réseau pour les consommateurs résidentiels, notamment en Afrique subsaharienne.

Ces conclusions reflètent une réalité qui devrait appeler la communauté internationale et les pays eux-mêmes à agir de toute urgence en vue d'ac-

célérer encore le financement de l'accès à l'énergie dans les pays à fort potentiel où les retards en matière d'investissements s'accumulent. Parmi les mesures à mettre en place en urgence figurent l'établissement d'objectifs nationaux ambitieux qui renforceront la confiance du secteur privé et inciteront à investir – notamment dans les pays encore peu soutenus, l'augmentation des investissements nationaux en faveur de l'accès à l'énergie, l'accélération des réformes politiques visant la création de marchés, une hausse générale de la finance concessionnelle, le redoublement d'efforts envers les solutions hors réseau, ou encore la création d'une communauté de pratique pour renforcer la collecte et le suivi de données.



MENTIONS LÉGALES

© 2018 SUSTAINABLE ENERGY FOR ALL

Bureaux à Vienne

Andromeda Tower, 15th Floor
Donau City Strasse 6
1220, Vienna, Austria
Telephone: +43 676 846 727 200

Bureaux à Washington, D.C.

1750 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20006 USA

Telephone: +1 202 390 0078

Site Web: www.SEforALL.org

Ce travail est un produit Sustainable Energy for All (SEforALL). Il a bénéficié de la contribution externe de Climate Policy Initiative. Les résultats, interprétations et autres conclusions exposés dans ce document ne reflètent pas nécessairement la position de SEforALL, de son Conseil d'Administration ou de ses donateurs, ni celle de Climate Policy Initiative.

SEforALL ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations représentées sur les cartes de ce document n'impliquent aucun jugement de SEforALL sur le statut légal de quelque territoire que ce soit ou l'approbation ou acceptation de ces limites frontalières.

Ce document a été produit grâce au soutien financier de l'Union Européenne. Les vues exprimées ci-inclus ne reflètent en aucun cas la position officielle de l'Union Européenne.

DROITS D'ACCÈS ET AUTORISATIONS

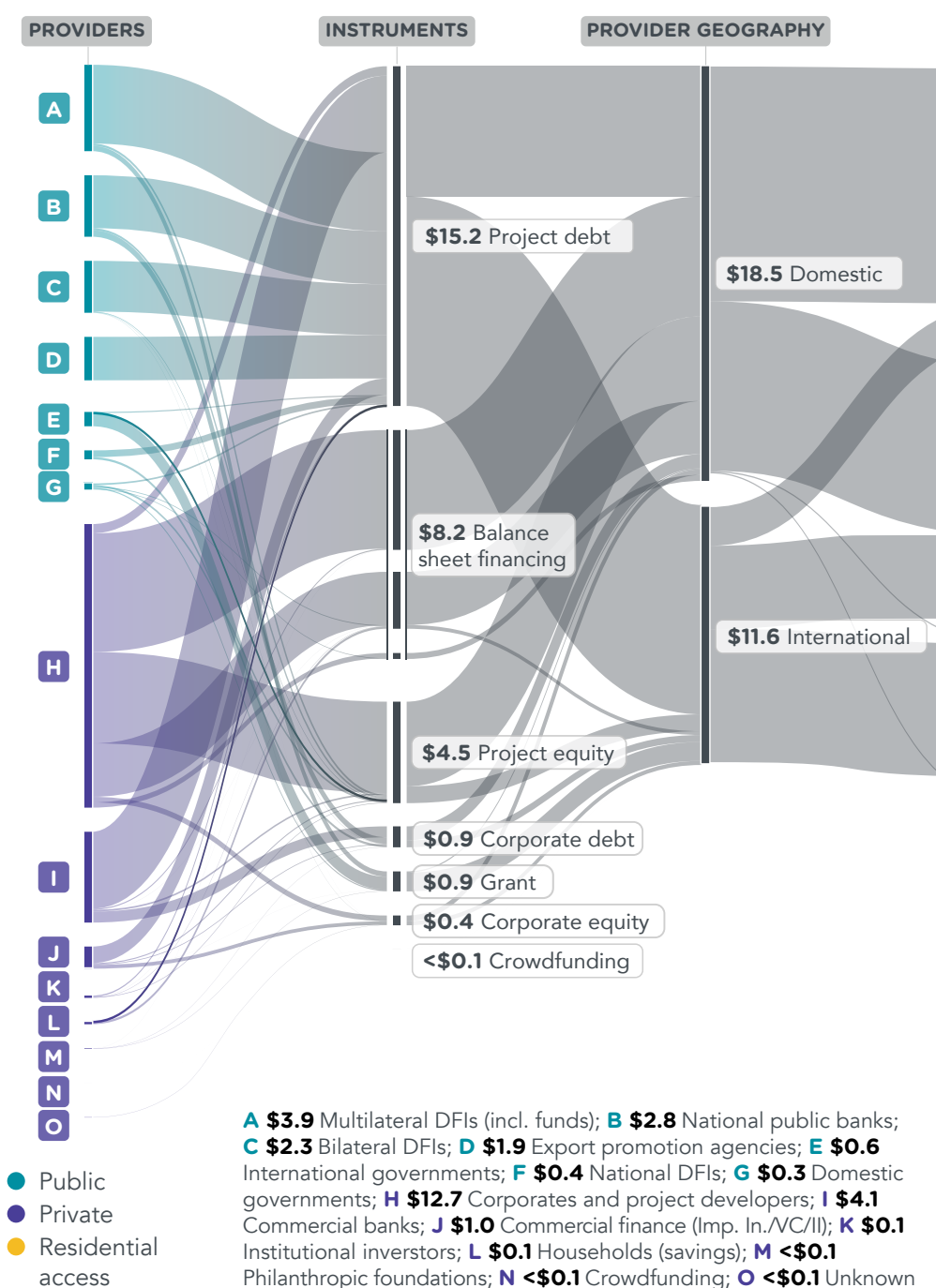
Le contenu de ce document est soumis aux droits de propriété. SEforALL et Climate Policy Initiative encourageant cependant la dissémination de son information, ce travail peut être reproduit, en partie ou dans son intégralité, à des fins non commerciales sous condition de pleine attribution à ses auteurs. Veuillez citer ce travail comme suit : Sustainable Energy for All (SEforALL) et Climate Policy Initiative (CPI)2018. Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : Un tour d'horizon. License: NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0).

Pour consulter en ligne le rapport complet et la série de rapports Energizing Finance, veuillez visiter : SEforALL.org/EnergizingFinance.

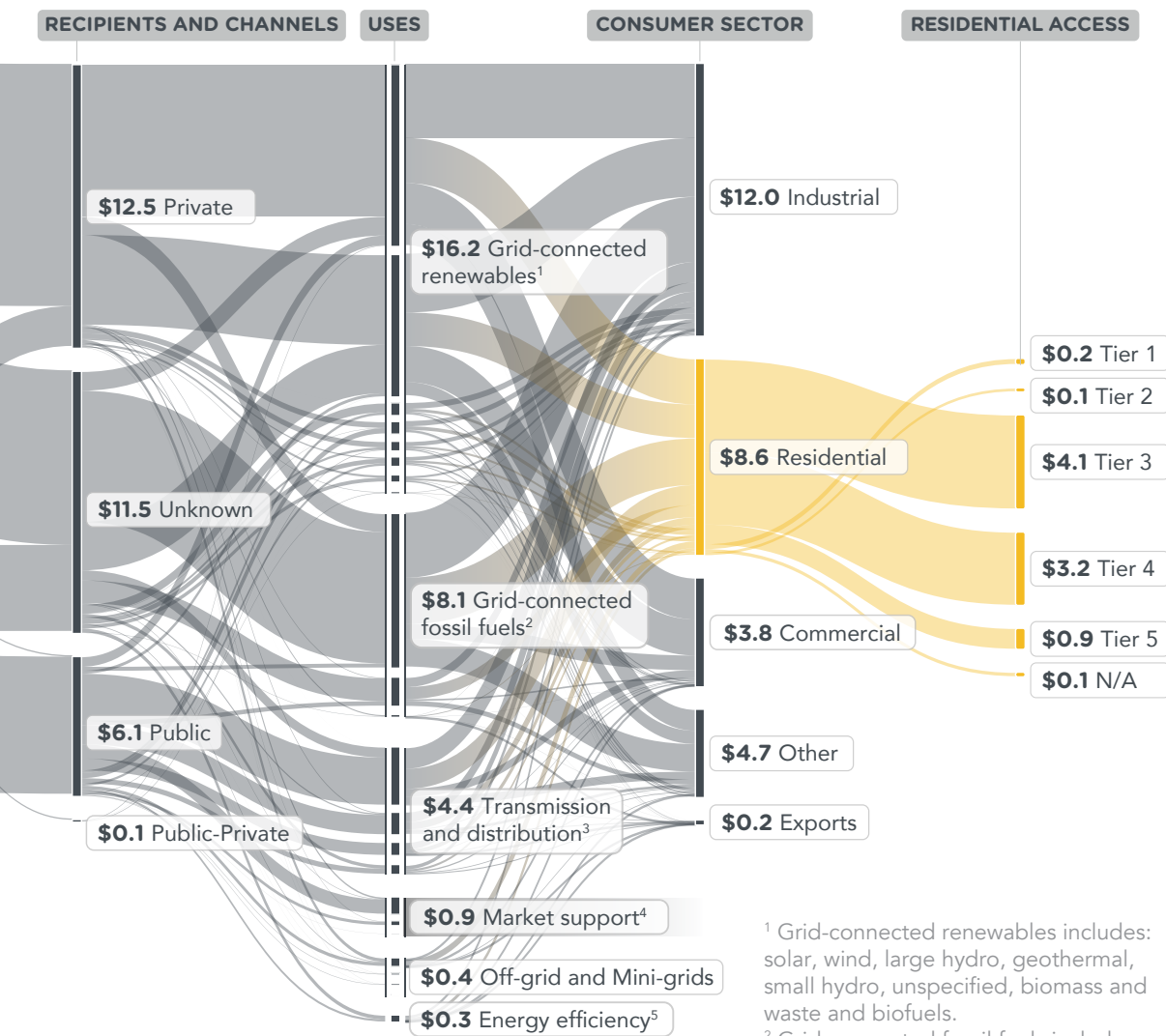
Annex A1

Flux financiers pour l'accès à l'électricité en 2015-16

Flux financiers moyens annuels engagés sur la période 2015-2016 dans les 20 pays à fort potentiel (US\$, milliards).



\$30.2BN
Total committed per year



¹ Grid-connected renewables includes: solar, wind, large hydro, geothermal, small hydro, unspecified, biomass and waste and biofuels.

² Grid-connected fossil fuels includes: coal, gas and oil

³ Transmission and distribution includes: Transmission, Distribution, Unspecified T&D

⁴ Market support flows were not assigned to any specific consumer sector

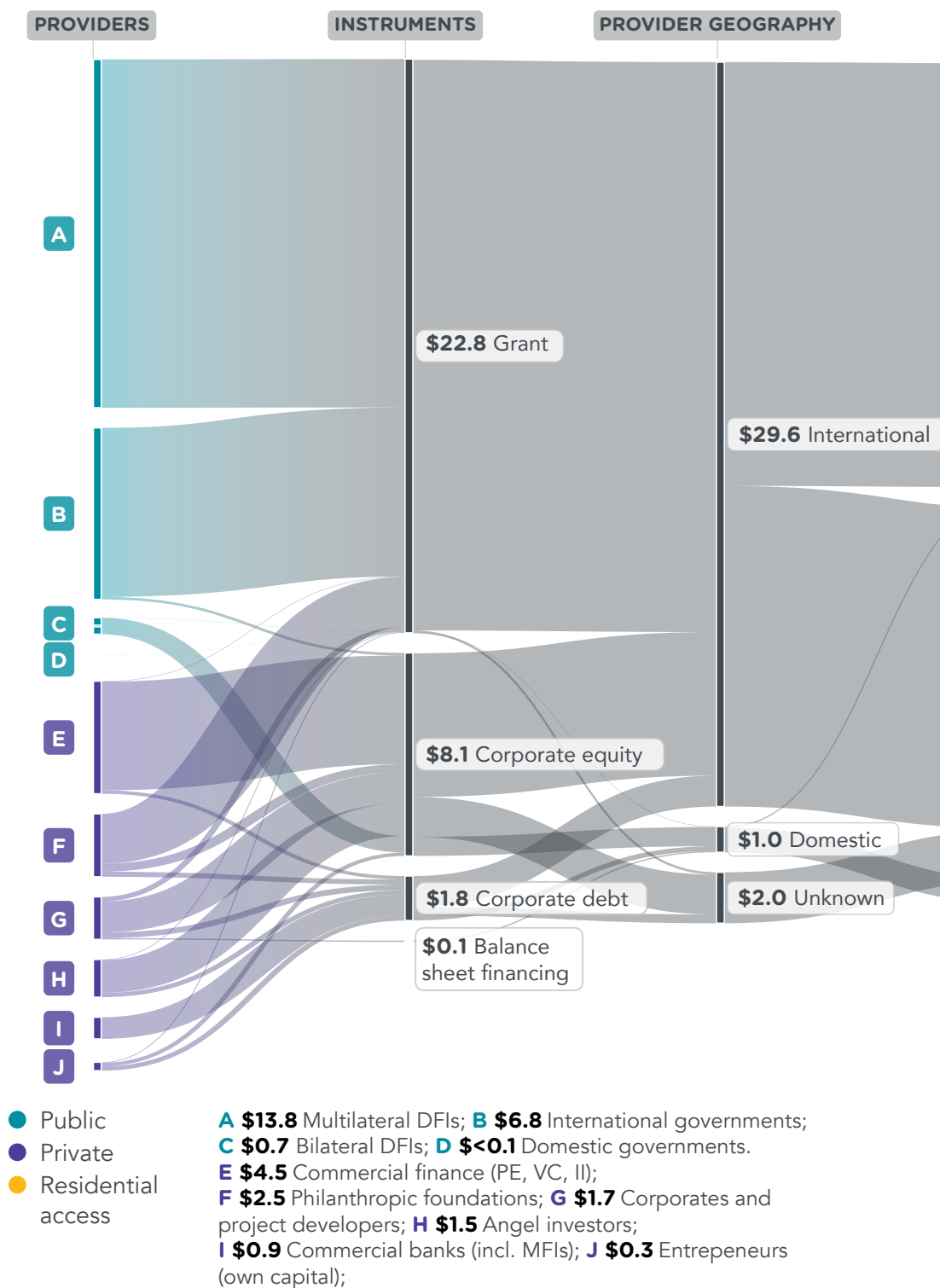
⁵ Energy efficiency flows for residential consumptions were not assigned to any specific tier

NB: Values may not add up due to rounding

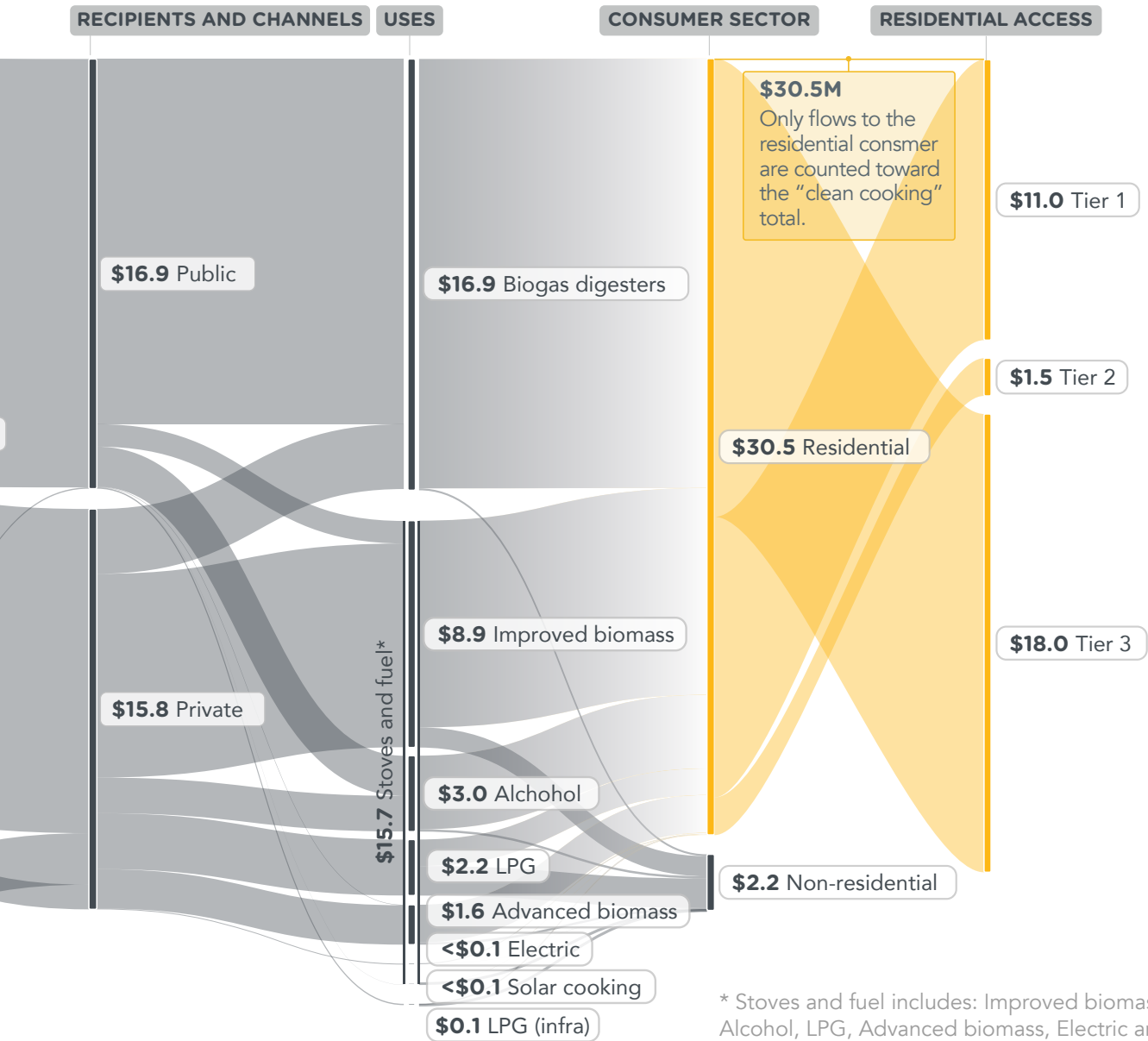
Annex A2

Flux financiers pour l'accès aux modes de cuisson propres en 2015-16

Flux financiers moyens annuels engagés sur la période 2015-2016 dans les 20 pays à fort potentiel (US\$, millions).



\$32.7M
Total committed per year



* Stoves and fuel includes: Improved biomass, Alcohol, LPG, Advanced biomass, Electric and Solar cooking.

NB: Values may not add up due to rounding



CLIMATE
POLICY
INITIATIVE



Pour en savoir plus, visitez SEforALL.org/EnergizingFinance